

GBAGBO et/ou le Gâchis IVOIRIEN



Waga AGOU



*Gbagbo et/ou
Le gâchis ivoirien*



Waga Agou

Gbagbo et/ou
Le gâchis ivoirien

Éditions EDILIVRE APARIS
75008 Paris – 2010

www.edilivre.com

Edilivre Éditions APARIS

56, rue de Londres – 75008 Paris

Tél. : 01 41 62 14 40 – Fax : 01 41 62 14 50 – mail : actualites@edilivre.com

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-8121-3662-7

Dépôt légal : Août 2010

© Edilivre Éditions APARIS, 2010

À propos de l'auteur

Monsieur Waga AGOU est un ivoirien vivant en France où il est arrivé en 1999. Intéressé par la politique depuis longtemps, il n'a cessé de suivre la situation de plus en plus chaotique de son pays depuis le premier coup d'état en décembre 1999. En effet à la veille de l'an 2000, la Côte d'Ivoire était réveillée par le premier coup d'état de son histoire. Ce fut le début de l'instabilité politique qui a cours encore aujourd'hui. Comme tous les Ivoiriens, monsieur Agou aimerait bien que son pays puisse retrouver la tranquillité de telle sorte que quelque soit le lieu où il se trouve sur cette terre il puisse marcher la tête haute. Mais hélas, mille fois hélas et malheureusement pour lui et pour tout le peuple ivoirien, chaque jour qui passe les rapproche plus de la misère, de la souffrance et du désespoir.

Dédicace

À tous les ivoiriens qui vivent en Côte d'Ivoire ou à l'étranger.

À la jeunesse ivoirienne qui reste mobilisée pour l'avènement d'une démocratie réelle dans notre pays.

À tous les Africains à travers le monde qui aspirent à une vraie démocratie dans leurs différents pays.

À tous ceux à travers le monde qui luttent pour que le jeu politique soit plus équilibré dans nos pays africains.

À tous les morts de la crise ivoirienne depuis décembre 1999 à nos jours et spécialement à ceux de l'opposition d'alors (RDR et PDCI) qui sont tombés tous simplement parce qu'ils demandaient plus de justice dans ce pays que nous aimons tous.

Ce livre est une reconnaissance de votre engagement pour l'émergence d'une nouvelle Côte d'Ivoire et au delà d'une Afrique plus démocratique que rebelle. Ce livre retrace ma compréhension de la situation spéciale de la Côte d'Ivoire comme je l'ai vécue ces dix dernières années, mais aussi mon espoir de voir des lendemains meilleurs. Et sur ce dernier point, je peux le dire sans me tromper que je ne suis pas le seul à espérer jour et nuit.

Introduction

En 2000, après des mois de coups bas et d'injustices bien réglées pour exclure certains candidats à l'élection présidentielle, monsieur Gbagbo Laurent accède à la magistrature suprême de la Côte d'Ivoire. Vu les conditions calamiteuses (le terme est de lui-même) de son élection, ses nouveaux opposants vont demander à ce qu'une vraie élection soit organisée dans l'immédiat pour les départager et repartir du bon pied après cette parenthèse militaire. Mais on ne lâche pas un pouvoir qu'on aurait jamais rêvé avoir dans les conditions normales et sa réponse fut évidemment non. Pour se maintenir au pouvoir monsieur Gbagbo plus connu en Côte d'Ivoire comme le boulanger parce qu'il roule toujours ses collaborateurs dans la farine va justement user de tous les superflus possibles pour se maintenir pendant dix ans au pouvoir sans aucune élection tout en se déclarant patriote, démocrate, enfant du peuple et enfant des élections. Ce livre retrace la descente en enfer de ce beau pays d'Afrique de l'Ouest – en relation avec les actes du président – qui en espace d'une décennie est devenu la risée de tout un continent. Ce livre n'est pas un livre d'histoire et son

auteur ne prétend pas non plus détenir toute la vérité, rien que la vérité. Car chaque Ivoirien a sa propre compréhension de la crise que nous traversons. Mais comme son droit le lui permet, il donne à travers ce livre sa compréhension de cette décennie sombre que vient de traverser son pays à travers celui qui est en ce moment encore l'homme fort du pays. En plus donc de relater des faits réels, c'est donc son point de vue, comment il a vécu ou du moins senti les choses, que l'auteur se permet de détailler ici. Et pourquoi ce titre précisément ? D'abord parce que par honnêteté intellectuelle, je reconnais que monsieur Gbagbo n'était pas encore au pouvoir lorsque le virage dangereux a débuté. Mais comme cela est démontré par la suite, c'est bien ce filon de l'exclusion qu'il a exploité pour se faire élire et ensuite pour se maintenir au pouvoir indéfiniment comme un roi. Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, il y'a donc deux positions bien tranchées qui s'affrontent. Pour les gbagbophiles, monsieur Gbagbo est la principale victime dans cette affaire puisqu'il n'a pas pu mettre son projet de société en marche. Le président désormais candidat ne cesse d'ailleurs de répéter que « *son mandat a été gâché* » par cette guerre qu'on lui a imposée avec l'aide de l'étranger. Il est donc à plaindre plutôt qu'à blâmer. Pour ces derniers, il y'a donc monsieur Gbagbo d'un côté et le problème ivoirien de l'autre. Dans ce cas, c'est bien le « *ET* » qui convient. En face de ce premier groupe, il y'a ceux (dont je fais parti) qui ne demandent plus d'où vient le problème ivoirien car personne n'ignore l'origine du mal. Mais ils jugent plutôt les prises de position du président lorsqu'il était opposant et tout ce qu'il a fait une fois arrivé au pouvoir. Ces derniers

jugent donc le président en fonction de ses actes et de ses déclarations qui ont conduit à ce blocage permanent sans aucune visibilité. Et de ce point de vue, monsieur Gbagbo est le principal obstacle à l'avancée du processus électoral ces dernières années et donc le seul frein à l'épanouissement du peuple ivoirien aujourd'hui. En clair monsieur Gbagbo se confond avec le gâchis ivoirien puisqu'il en est depuis dix ans l'acteur principal. Dire « Gbagbo » ou simplement « le Gâchis ivoirien » revient donc à la même chose. Enfin le « *ET/OU* » est aussi un clin d'œil à la machine d'exclusion spéciale qui a été activée en 2000 à la veille des élections générales et qui a fait exploser le pays en plein vol. J'y reviendrai. En attendant commençons par le commencement.

Le Parcours de Gbagbo



De son vrai Laurent Koudou Gbagbo est un homme politique né le 31 mai 1945 à Mama, un village dans la région de Gagnoa dans le centre ouest de la Côte d'Ivoire d'un père instituteur et d'une mère qui était femme au foyer. Après l'école primaire et le lycée, il obtient un bac de philosophie au lycée classique d'Abidjan en 1965. Après les études universitaires, il obtient en 1969 une licence en histoire et devient un an plus tard professeur d'histoire géographie dans le même lycée qu'il avait fréquenté quelques années plus tôt. C'est en ce moment qu'il découvre ce qu'il appelle le syndicalisme actif. C'est le début de son opposition au père de la nation ivoirienne Félix Houphouët Boigny et donc aussi de la clandestinité. Il se

retrouvera en prison dans les villes de Seguela et de Bouaké entre les années 1971 et 1973. Au sortir de là, il rejoint l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africaine (IHAAA) de l'Université d'Abidjan dont il devient le directeur en 1980. Dans le même temps, il obtient en 1979 une maîtrise d'histoire de l'Université de Paris VII, la Sorbonne. Avec ce poste bien en vue, monsieur Gbagbo sera au devant de toutes les grèves qui minent le monde de l'enseignement à partir de 1982. Il est alors membre du SYNARES (Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur). Jugeant peut être que les grèves ne suffisaient plus à exprimer ses revendications, monsieur Gbagbo avec des amis enseignants mettent sur pied la base du parti que l'on connaît aujourd'hui comme le Front Populaire Ivoirien (FPI). Rendons à César ce qui est à César : monsieur Gbagbo est de ce fait, le premier homme politique à s'être ainsi ouvertement opposé au « Vieux ». Son parti sera d'ailleurs considéré à juste titre comme le seul responsable du « complot des enseignants » de 1982. Pour mieux se faire entendre, monsieur Gbagbo part en exil volontaire en France pour dit il continuer la lutte contre soi disant la « dictature du PDCI ». Son rêve était évidemment le multipartisme et ce que cela impliquait c'est à dire des élections démocratiques et transparentes : ce qu'il est incapable d'organiser aujourd'hui même lorsqu'on lui donne une période de cinq longues années. Il a d'ailleurs publié des livres sur ce sujet comme « La Côte d'Ivoire pour une alternative démocratique » ainsi qu'un ouvrage en 1987 sur l'histoire de son parti le FPI et de son programme de gouvernement. Si seulement, il pouvait relire tranquillement ses livres, il se rendrait compte à

quel point il a dévié de la trajectoire qu'il s'était lui-même fixée. Mais bon, il préfère accuser les autres même si au fond de lui il doit connaître la vérité. Malgré ses propos anti-Houphouët, la France présidée à l'époque par monsieur François Mitterrand l'accueille convenablement et Laurent Gbagbo se la coulera douce jusqu'à son retour en Côte d'Ivoire. Monsieur Houphouët qui ne voulait pas salir son nom avec des opposants qui sont obligés de se réfugier dans des pays étrangers même frères, a en effet accordé son pardon à son fils Gbagbo avec une formule toute trouvée « *l'arbre ne se fâche pas contre l'oiseau.* » Quelque soit la hauteur à laquelle l'oiseau peut s'élever, quelque soit la distance qu'il peut parcourir, il reviendra toujours se poser sur l'arbre qui abrite son nid. Profitant de cette ouverture du président Houphouët, monsieur Gbagbo retourne donc au bercail, en Côte d'Ivoire le 13 septembre 1988 et devient logiquement le secrétaire général du FPI la même année. Entre-temps, monsieur Houphouët, devant la plus grande crise économique que la jeune Côte d'Ivoire connaissait, fait appel à un illustre fils du pays qui exerçait au FMI : monsieur Allassane Ouattara. Ce dernier va finir par le convaincre d'autoriser officiellement le multipartisme, chose qui sera entérinée aussitôt. Monsieur Gbagbo pouvait alors sortir de sa clandestinité et proposer de façon légale son programme au peuple ivoirien. C'était une période où la succession de monsieur Houphouët commençait à faire aussi débat. En tout cas l'avènement du multipartisme était bien vu par la classe politique et le peuple ivoirien en général. Et monsieur Gbagbo était considéré par beaucoup comme celui par qui cela était

arrivé même si la décision politique était le fait d'Houphouët lui-même. Je me souviens qu'à l'époque, lorsque mon père entendait le nom de Gbagbo il disait toujours « *c'est lui qui est venu nous délivrer des cartes PDCI.* » En effet, au moment du parti unique tout ivoirien était considéré comme membre du parti alors il fallait cotiser chaque année et c'est quelque chose que mon père commençait à détester. Il aspirait probablement à un changement d'époque. À croire qu'il rêvait aussi de démocratie et de multipartisme. Si en ce moment, on lui avait laissé le choix entre continuer à payer sa carte ou vivre ce qui se passe aujourd'hui dans son pays, il aurait certainement préféré l'époque d'Houphouët mais bon on ne refait pas le monde avec des « Si ». Ainsi donc, le 28 octobre 1990 a lieu en Côte d'Ivoire la première élection présidentielle démocratique. Le multipartisme était en marche, tout Ivoirien pouvait désormais rêver de devenir président de la république. Monsieur Gbagbo est le seul candidat en lice face à Félix Houphouët-Boigny. Celui que certains appellent « le woody de Mama » récolte un score honorable de 18,3 % des suffrages, devenant de facto le leader de l'opposition ivoirienne. D'ailleurs avec le temps, il sera qualifié d'opposant historique d'Houphouët comme monsieur Wade au Sénégal. Et je reconnais que sur ce point précis il a fait un bon parcours. Après les présidentielles, les élections législatives ont lieu le 25 novembre 1990. Le FPI obtient neuf sièges sur un total de 175. Gbagbo est alors élu député de la circonscription de Ouaragahio. Son village natal se trouve non loin de là.

Le 07 décembre 1993, le président Houphouët Boigny meurt au pouvoir comme tous les hommes de

son époque. Conformément à la constitution, le président de l'assemblée nationale (le dauphin constitutionnel) monsieur Henri Konan Bédié prend les rênes du pays. Entre temps, il n'a pas beaucoup apprécié la présence dans les parages de son jeune frère le premier ministre Allassane Ouattara qui pour certains a trop duré avant de reconnaître le nouveau président. Pour la future présidentielle, Gbagbo demande et obtient l'exclusion du vote des étrangers notamment les Burkinabés. En effet, au moment du parti unique, tout le monde pouvait voter puisque le vainqueur était connu avant même l'annonce de sa candidature. Mais pour autant le PDCI reste ferme sur sa position concernant les possibles amendements du code électoral : commission électorale indépendante, vote à 18 ans, scrutin proportionnel aux législatives, bulletin unique, urne transparente... etc. Le départ du vieux créé évidemment des remous dans le premier parti de Côte d'Ivoire. Monsieur Bédié rêvant de modeler le parti à son image. Une scission naît au sein du parti au pouvoir et profite à la naissance du Rassemblement des Républicains (RDR) le 27 septembre 1994 sous l'impulsion de monsieur Djény Kobena. Ce parti dont se rapproche très vite le docteur Ouattara fait craindre au pouvoir de Bédié le vent du changement. Alors coincé dans ses convictions les plus absolues que le père de ce dernier était de nationalité burkinabé, monsieur Bédié fait voter dans l'article 49 de la constitution des conditions très strictes pour être candidat de l'élection présidentielle. Et pourtant en ce moment, monsieur Ouattara n'était même pas encore officiellement membre du RDR mais seulement sympathisant. La paranoïa avait déjà pris le pouvoir de l'époque.

Monsieur Gbagbo et son parti trouve là une autre victime et s'associer avec elle pour créer le Front Républicain pour dénoncer le nouveau code électoral de 1995 : c'est le boycott actif. La montée en flèche du RDR donnait plus de visibilité au FPI de monsieur Gbagbo et vice-versa. L'union fait la force dit-on. Même si le FPI décide par la suite de participer aux législatives, le scrutin dans son fief sera reporté pour éviter des troubles prévisibles. Il sera néanmoins réélu député de Ouarahio en 1996.

Les graines du MAL : Bédié rejette Ouattara



Bédié et Ouattara au début des années 90

« J'ai fait venir auprès de moi un jeune compatriote. Parce que beaucoup d'entre vous ne le connaissent pas, qu'on parle déjà d'un étranger : Alassane Ouattara. C'est un originaire de la grande métropole de Kong. Sa mère est d'Odienné. Il a des frères députés qu'on ne traite pas d'étrangers... Ce sont les gens de l'opposition qui inventent ces genres d'histoires » disait Houphouët lors d'une assemblée en 1990. Et pourtant c'est bien son successeur constitutionnel qui va semer les graines du mal dans le paysage politique ivoirien. Car monsieur Bédié

s'est révélé être le plus hostile à l'arrivée de monsieur Alassane Dramane Ouattara sur la scène politique ivoirienne.

En effet, comme il l'avait pressenti, le RDR prend très vite des proportions démesurées. Une grande partie des militants du PDCI avait en effet décidé de rejoindre le nouveau parti pour donner une nouvelle direction au pays. Même si le docteur avait rejoint le FMI, la jeunesse de la Côte d'Ivoire n'avait pas oublié son passage à la primature et l'énergie qu'il avait insufflée à l'économie ivoirienne. Une sorte de nostalgie transparaisait même au travers des conversations quotidiennes. Alors la direction du RDR va user de son charme pour faire revenir le « Brave Tchè » dans son pays natal. L'espoir placé en lui était tellement immense qu'il ne pouvait s'y dérober. Il retourne donc en Côte d'Ivoire en 1999 et prend le 1^{er} août de la même année, les rênes du Rassemblement Des Républicains (RDR). Le 14 août 2000, il devient officiellement le président de ce nouveau parti très ambitieux ; un parti qu'il préside jusqu'à ce jour. Le cauchemar de monsieur Bédié était devenu une réalité avant même le retour de Ouattara, lui causant même des insomnies. Il sentait que son fauteuil n'était plus protégé comme il devrait l'être. Autant face au PIT et au FPI, il pouvait dormir tranquille, autant il est effrayé par la montée en puissance de ce parti qui n'avait que quelques années d'existence. Sentant son fauteuil menacé par cet homme prodige en cas d'élection ouverte, monsieur Bédié avait ouvert les hostilités en accusant Alassane de faux et usage de faux. Le pouvoir a même envoyé à l'époque un jeune homme au Burkina Faso pour établir un certificat de nationalité au nom de Ouattara.

Un jeune qui sera arrêté et emprisonné au pays des hommes intègres. Mais bien évidemment, on ne dira pas ça au peuple de Côte d'Ivoire. Dans son livre autobiographique « les chemins de ma vie », monsieur Bédié parlant de Ouattara affirme « *De toute façon, il était burkinabé par son père et il possédait toujours la nationalité du Burkina Faso, il n'avait donc pas à se mêler de nos affaires de succession* ». En clair la présence d'ADO dans les affaires ivoiriennes était déjà une faute en soi. Pour lui, non seulement les fondateurs du RDR l'avaient trahi et en plus ils avaient mis un étranger à la tête de leur parti. Monsieur Bédié à bout de souffle, ira jusqu'à lancer un mandat d'arrêt international contre lui. À cette époque, un certain Gbagbo faisant encore parti du front républicain avait défendu ADO en affirmant que si le PDCI dit que monsieur Ouattara n'est pas ivoirien alors il trouverait lui Gbagbo sur leur chemin. Cette chasse à l'homme, cet acharnement du pouvoir va plonger le pays dans une sorte d'ambiance morose, beaucoup de personnes se reconnaissant en la personne de monsieur Ouattara. Les intimidations allaient devenir leur quotidien. Les pièces de beaucoup d'Ivoiriens, dont on retrouve des patronymes similaires dans les pays limitrophes du nord (Mali, Burkina, Guinée), furent déchirées souvent sur les routes car assimilés à des étrangers. Tout cela parce qu'il s'opposait au pouvoir en place. La psychose avait envahi toute la Côte d'Ivoire. La majorité des ivoiriens voyaient la situation se dégrader de jour en jour, mais hélas ils ne pouvaient rien faire, si ce n'est de prier pour que le bon Dieu vienne les sauver. Monsieur Bédié se croyant peut être intouchable – car né pour gouverner comme il le

dit dans son livre – n’a pas pris le temps de regarder l’atmosphère qui devenait irrespirable dans toutes les contrées du pays. Face à l’inquiétude grandissante, le président avait opposé une fin de « *non percevoir* ». Il avait oublié qu’il y avait des militaires dans le pays. Sûrement comme la plupart d’entre nous, il ne pouvait imaginer qu’un coup d’état puisse intervenir en Côte d’Ivoire. Et pourtant. Le 24 décembre 1999, tout le pays a fêté dans la joie et la gâité le coup d’état de feu le général Robert Guei même si on ignorait dans quelle direction il allait nous conduire. Mais au moins, on se disait qu’on avait évité de peu l’embrassement du pays, la guerre civile. On pouvait ainsi enterrer le concept d’ivoirité qui commençait à nous enfoncer. Le chef de la junte monsieur Robert Guei sera surnommé « *le Père Noël en treillis* » parce qu’il avait délivré le pays du mal qui le rongait : l’Ivoirité. C’était le sauveur que Dieu avait donné à la Côte d’Ivoire à la veille de « Noël ». Monsieur Gbagbo, lui le démocrate déclaré affirma à l’époque qu’il y’a parfois des bons coups d’état. Toute la Cote d’Ivoire venait de vivre dans l’allégresse le changement de pouvoir dans les mains des militaires. Une joie qui sera malheureusement de courte durée. Lorsque le président Bédié est chassé du pouvoir, tout le monde y voit la main de Ouattara. Ça ne pouvait qu’être lui puisqu’il avait dit quelques temps avant : « *Quand je frapperai ce pouvoir moribond, il tombera* ». En plus il est revenu au pays deux jours après le coup d’état comme un héros, accueilli dans la liesse populaire à l’aéroport international d’Abidjan. Le gouvernement de monsieur Guei avait fait aussi la part belle aux hommes dits proches du président des républicains ; ce qui a eu le mérite d’irriter fortement

monsieur Gbagbo qui accusa alors monsieur Guei de former un « gouvernement RDR » en lieu et place d'un gouvernement de réconciliation nationale. Monsieur Guei connaissait le ressentiment des uns et des autres, alors il voulait en quelque sorte équilibrer les choses au risque de blesser certains. Mais cette idylle ne sera que d'une très courte durée. Le général après à peine deux mois de pouvoir avait un nouvel allié en la personne de monsieur Gbagbo. Pour attendrir le peuple ivoirien et la communauté internationale, monsieur Guei avait affirmé le 24 décembre 1999 « *je suis venu pour balayer la maison, je ne suis pas un habitué du pouvoir* ». On avait alors tous applaudi le nouveau héros national. On avait oublié que le pouvoir – c'est le cas de le dire ici – monte très rapidement à la tête. Peu de temps après, notre cher général avait pris goût au fauteuil présidentiel. Alors il avait décidé de se présenter aux élections présidentielles contrairement à ses premières promesses. Mais il s'était rendu compte d'une chose essentielle ; si le RDR et/ou le PDCI participaient à ces élections, il était évident qu'il sortirait perdant. Alors il va se lier au FPI qui commençait en avoir gros sur le cœur face à la montée en flèche de leur ancien allié. Le général va alors ressusciter le concept d'ivoirité qu'il était venu enterrer. Dans les colonnes du quotidien Notre Voie du 28 février 2000, il affirmait déjà que « *l'ivoirité est un bon concept* ». Lui aussi connaissait la force du RDR et n'avait pas envi de se faire ravir le pouvoir par ce parti et surtout par monsieur Ouattara. Probablement que le fauteuil présidentiel est infecté par le virus de la xénophobie principalement anti-Ouattara. Monsieur Gbagbo avait aussi pratiquement

le même projet. Il a tellement attendu, il ne pouvait rater la seule occasion de sa vie de politique. C'était soit bidouiller quelque chose pour se faire élire ou rester vrai démocrate mais éternellement dans l'opposition. Monsieur Gbagbo a choisi la première option. Qui est fou et qui n'aime pas le pouvoir ? Pour arriver donc au pouvoir, il va embrasser ce qu'il avait combattu auparavant. Les deux hommes s'associent et complotent ensemble pour éliminer Ouattara pour l'élection qui était prévue pour Octobre 2000. Et cette fois ci, ils n'iront pas de mains mortes, toujours évoquant que le père d'ADO est Burkinabé (parce qu'étant retourné au Burkina Faso pour être chef traditionnel de Sindou). Et pourtant beaucoup d'Ivoiriens sont chefs de village au Ghana et vice-versa. Le royaume de Krindjabo n'a-t-il pas connu un roi qui avait fait son service militaire au Ghana ? Est-ce pour autant qu'on lui a retiré sa nationalité ghanéenne ainsi qu'à tous ses enfants ? Alors que tous les autres frères et sœurs (même mère, même père) d'ADO sont ivoiriens, ils inventeront le « et » et « ou » pour invalider sa candidature. Raison évoquée : une nationalité douteuse. On ne dit pas qu'il est ivoirien, on ne nous dit pas qu'il n'est pas ivoirien, on ne nous dit pas s'il est burkinabé. On nous parle simplement de nationalité douteuse. Allez y comprendre quelque chose. Pour aller encore plus loin, les femmes du FPI avec à leur tête une certaine Simone Gbagbo avaient exigé pour cette élection là « *que le candidat à l'élection présidentielle ait pour épouse une ivoirienne de naissance, de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine* ». Une position qui visait directement monsieur Ouattara dont la femme blanche est de nationalité française. Quand la

sottise et la bêtise humaine se rencontrent, cela devient explosif. Les Ivoiriens font l'amère expérience depuis plus de dix ans. Doit-on adapter la constitution aux fantasmes de quelques illuminés à chaque fois qu'on parle d'élection ? C'est dans ce climat de xénophobie avérée que la constitution de la deuxième république ivoirienne sera élaborée avec des pièges par ci par là pour exclure une seule et unique personne : monsieur Ouattara derrière qui une bonne partie des Ivoiriens s'était alignée. Le combat entre le « ET » et le « OU » aboutit à la victoire du « ET ». Dès lors pour se présenter à l'élection présidentielle, le candidat devrait avoir ses deux parents ivoiriens d'origine. Quand je pense qu'aujourd'hui (10 ans après) dans ce même pays, on autorise des primo naturalisés à se présenter à cette même l'élection présidentielle, je ne peux m'empêcher de dire « *quel gâchis ?* ». Que de coups de canons pour en arriver là. Que de morts de gauche à droite, du nord au sud en passant par le centre pour en arriver là. Que de misère créée au peuple ivoirien pour atteindre ce résultat. Dix bonnes et longues années perdues pour rien. On aurait pu éviter tout cela, faire l'économie de centaines de vies et le ciel ne serait pas tombé sur nos têtes. C'est la Côte d'Ivoire qui serait devenue plus harmonieuse, plus forte, plus développée, plus prospère. Mais il fallait satisfaire, la méchanceté, la jalousie et l'ignorance de certains hommes politiques. Le 6 Octobre 2000, par volonté et décision de monsieur Guei en complicité avec monsieur Gbagbo, la cour suprême présidée par monsieur Tia Koné exclut les candidatures de messieurs Bédié et Ouattara. Le général Guei aurait bien aimé aller seul aux élections pour être sur de

gagner mais il fallait une couverture pour miroiter une sorte de démocratie. Avec un FPI minoritaire, il était sur de l'emporter. Mais voilà, le peuple n'aime pas les militaires au pouvoir et monsieur Guei avait déçu tout le monde y compris des militaires qui avaient participé au coup d'état. Certains mêmes prendront la route de l'exil pour sauver leur vie. Aussi monsieur Gbagbo n'est pas homme à se laisser faire et sacrifier beaucoup de vies humaines pour y arriver ne l'inquiétait pas non plus. « *Mille morts à droite, mille morts à gauche, où est mon problème ? J'avance vers le pouvoir* » a dit un jour le socialiste ivoirien. Lorsque monsieur Guei affirma avoir remporté l'élection, monsieur Gbagbo appela le peuple à descendre dans la rue pour chasser les militaires. Des milliers de jeunes se retrouvent ainsi en face des fusils, et après des dizaines de morts et de blessés, monsieur Guei avait abdiqué. Monsieur Gbagbo avait réussi son pari : marcher sur les cadavres des jeunes Ivoiriens pour aller prêter serment. Monsieur Guei reconnaîtra plus tard qu'il s'est fait berné, roulé dans la farine comme tous les autres. Ce qui laisse croire qu'il y avait bien un deal entre les deux hommes. Lorsqu'un semblant de calme était revenu sur Abidjan, les désormais opposants Bédié et Ouattara avaient appelé à de nouvelles élections, mais là il ne fallait pas compter sur le natif de Mama. Même s'il se dit démocrate, enfant des élections, il ne pouvait accepter une fois arrivé là d'organiser aussitôt des élections qu'il était certain de perdre : c'est d'ailleurs pour cette même raison que dix ans après, on est toujours sans élection présidentielle. Quand à monsieur Guei, il était ressorti par la petite porte. Comme dit la chanson « *il est arrivé comme un*

sauveur et il est reparti comme un voleur ». Il a refusé de son vivant de rentrer dans l'histoire, d'être le sauveur à vie de la dignité ivoirienne voir même africaine. C'est toujours ainsi : les militaires viennent pour soi disant mettre en marche la démocratie et la liberté individuelle mais dès qu'ils déposent leurs affaires au palais, ils font toujours pire que ceux qu'ils on chassés. Pauvre Afrique. Monsieur Guei est l'un de ceux qui ont semé et arrosé les graines de la haine qui engendra la crise du 19 septembre 2002. C'est dommage pour lui, pour la Côte d'Ivoire et pour l'Afrique. Un continent qui se retrouve sans hommes politiques exemplaires, sans présidents démocrates et donc sans démocratie, sans référence donc dans le désordre, sans repères pour la jeunesse donc sans projets. Et les pays francophones en la matière sont les plus mauvais élèves, et c'est là le vrai frein de l'épanouissement du peuple africain. À croire qu'il y a une malédiction derrière tout ça. Chaque génération a besoin d'un héros, d'un modèle pour avancer. Nous sommes arrivés au mauvais moment. L'Afrique n'a plus de guide. En dehors de Mandela qui ne peut plus tout faire tout seul, quel exemple d'homme intègre, juste et de paix avons-nous au pouvoir ? Monsieur Guei qui aurait pu devenir une icône vivante pour tout le peuple ivoirien et pour le continent entier en organisant de vraies élections générales, est reparti dans l'anonymat et il a même perdu la vie par la suite dans des conditions qui restent encore à élucider. C'est le mal du pouvoir.

Les fleurs du MAL : le Pouvoir FPI



Après avoir prêté serment dans le sang, monsieur Gbagbo s'installe comme le nouveau président et le quatrième chef d'état de la Côte d'Ivoire. Pour éviter toutes vagues humaines qui pourraient emporter son pouvoir, monsieur Gbagbo met en place la répression sauvage de l'opposition et tous ceux qui auraient la tentation de critiquer le pouvoir que lui a confié le bon Dieu. C'est en tout cas ce que certains « prédicateurs » évangélistes farfelus et surtout alimentaires lui faisaient croire à cette époque. Certains sont allés jusqu'à comparer monsieur Gbagbo avec Jésus Christ, le sauveur que Dieu aurait envoyé pour libérer la Côte d'Ivoire et tout le

continent africain. Alors chaque jour, c'étaient des louanges, des prières pour laver notre pays de tous ses péchés. Probablement qu'il savait déjà le mal qu'il allait faire à notre pays, qu'il avait commencé déjà à prier pour ses crimes. Et d'ailleurs, quelle bonne prière même lorsqu'on sait où se trouve ces différents pasteurs aujourd'hui ? Mais bon, passons, la religion est une affaire privée. Ce qui est sur, quelque soit le nombre de jours qu'ils ont passé à prier, quelque soit le nombre de jours où ils auraient jeûné, cela ne suffira pas à effacer ne ce serait un millième des crimes commis pendant ces dix dernières années et la souffrance infligée au peuple ivoirien. Même si la Cote d'Ivoire pardonne, Dieu ne le pourra pas.

Le 25 Octobre 2000, des milliers de militants du RDR descendent dans les rues d'Abidjan pour protester contre l'injustice faite au président de leur parti. Ils vont se faire massacrer comme des moutons donnant un bilan de plus de 150 morts. Deux jours plus tard – c'est-à-dire le 27 – un charnier de plusieurs dizaines de corps sera découvert à Yopougon. Le récit que donneront les rescapés de ces tueries, glacera le sang des ivoiriens. La psychose s'installe et chacun est terré chez lui. La violence allait devenir le plat quotidien des Ivoiriens. Les escadrons de la mort étaient dans la place. Quoi de plus normal puisqu'on sait que quelqu'un qui est prêt à tuer pour arriver au pouvoir, tuera encore plus pour le conserver. La nouvelle opposition se trouve ainsi muselée par celui qui avait lutté pour avoir plus de démocratie dans notre pays. Plutôt bizarre mais c'est la réalité africaine de nos jours. Un mois après les élections présidentielles, avaient lieu les législatives. Mais là encore les nouveaux hommes forts du pays

avaient une nouvelle fois décidé d'éliminer Allassane Dramane Ouattara de la course. Celui-ci s'était porté candidat à la députation dans la ville de Kong (nord du pays). Vu le poids politique du RDR à l'époque, Gbagbo et ses hommes avaient peur que ce parti ne remporte la majorité des sièges et ne permette ainsi à ADO de devenir le président de l'assemblée nationale. Pour certains s'il le devenait, au mieux il freinerait le projet de société du président Gbagbo et au pire il chercherait par tous les moyens à le tuer pour prendre sa place (conformément à la constitution). Alors pour ces derniers, il fallait tout faire pour lui barrer la route quelques soient les conséquences prévisibles d'une telle décision. Pour d'autres, plus tarés que les premiers (qui avaient déjà un QI proche de 2), il n'était pas question après le soi-disant monopole des nordistes dans le transport et le commerce, qu'on leur laisse encore le domaine de la politique. Parce que dans ce cas, ils contrôlèrent tout le pays. Et pourquoi pas ? Dans un pays démocratique, c'est bien la majorité qui gouverne non ? Enfin, je crois bien sauf si une fois de plus cela n'est pas applicable à notre pays. Vous avez tellement créé des divisions que les exclus une fois rassemblés deviennent la nouvelle majorité. Est-ce de leur faute ? Voilà où nous emmène la bêtise de l'homme. Voici le niveau de réflexion des conseillers de notre président. Toujours plus stupides les uns que les autres. Quelle inculture ? Quel obscurantisme ? Quelle ignominie ? On ne construit pas un pays fort avec de telles idées. On ne bâtit pas une nation harmonieuse avec de tels commentaires. Ces gens là n'ont probablement pas pris conscience de la portée de leurs propos, toujours est-il que les victimes en ont été outrées. Mais